



**MINUSCA**

---

**ELEMENTS DE LANGAGE CONFERENCE DE PRESSE DU  
MERCREDI 26 OCTOBRE 2022**

- Charles BAMBARA : Directeur SCPI
- Lt Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Officier de Police Casimir NAGALO, porte-parole ai de la Police

**1. ELEMENTS DE LANGAGE DE LA MINUSCA**

**MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL / JOURNEE DES NATIONS  
UNIES**

L'Organisation des Nations Unies est née d'un espoir.

L'espoir, et la volonté, après la Seconde Guerre mondiale, de passer d'un conflit mondial à la coopération mondiale.

Aujourd'hui, notre organisation est mise à l'épreuve comme jamais auparavant.

Mais c'est précisément pour de telles circonstances qu'elle a été créée.

Plus que jamais, nous devons faire vivre les valeurs et les principes de la Charte des Nations Unies partout dans le monde.

En donnant une chance à la paix et en mettant fin aux conflits qui mettent en péril des vies, hasardent l'avenir et compromettent le progrès mondial.

En travaillant pour mettre fin à l'extrême pauvreté, réduire les inégalités et sauver les objectifs de développement durable.

En protégeant notre planète, notamment en nous sevrant des combustibles fossiles et en amorçant une révolution des énergies renouvelables.

Enfin, en rééquilibrant la balance en faveur des femmes et des filles en matière d'égalité des chances et de liberté, et en garantissant les droits humains pour tous et pour toutes.

En cette Journée des Nations Unies, redisons notre espoir ainsi que notre conviction que l'humanité peut accomplir de grandes choses lorsqu'elle travaille dans un esprit de collaboration et de solidarité mondiale.

\*\*\*\*\*

Bien entendu la Division de la Communication stratégique et de l'Information Publique a organisé dans de nombreuses préfectures la célébration de cette Journée.

**A Bouar** - Dans le cadre des activités de célébration de la Journée des Nations unies, la MINUSCA et les agences onusiennes, en collaboration avec les autorités locales, les représentants des forces de défense et de sécurité intérieure, les responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat, les représentants des organisations de la société civile ont organisé, le 21 octobre, un atelier de réflexion sur la collaboration entre l'ONU et les partenaires locaux.

Rassemblant trente-six personnes parmi lesquels six femmes, les participants ont ainsi examiné une proposition de plan d'actions issue de la conférence préfectorale de juin 2022. Cet atelier a également été l'opportunité pour les participants d'aborder les défis la collaboration entre les partenaires locaux et l'ONU.

## **Et à BOSSANGO**

1. Le lundi 24 octobre, la journée des Nations Unies a été célébrée à Bossangoa, dans la préfecture de l'Ouham. A cette occasion, une grande cérémonie a été organisée, suivie d'un défilé de casques bleus. Environ 250 personnes ont pris part à la cérémonie officielle organisée à la tribune de la mairie de Bossangoa. Etaient présents notamment le préfet de l'Ouham, la cheffe de bureau de la Minusca à Bossangoa, des agents du système des Nations Unies, des représentants d'organisations humanitaires ainsi que des autorités et notabilités locales.

La cheffe de bureau de la Minusca à Bossangoa a lu devant l'assistance, le message du secrétaire général de l'ONU qui appelle à « *donner une chance à la paix et à mettre fin aux conflits qui mettent en péril des vies* ».

Prenant à son tour la parole, le préfet de l'Ouham a salué le travail des Nations Unies aux côtés du peuple centrafricain pour ramener la paix et la sécurité dans le pays.

+++++

2. **Restons toujours à Bossangoa** – Sur un tout autre chapitre - pour signaler que la police des Nations Unies a proposé son soutien logistique et technique pour l'organisation du concours de recrutement des gendarmes et policiers. Au total, 261 candidats ont concouru à Bossangoa. Selon les organisateurs, les épreuves se sont déroulées dans le calme et sans incident majeur. Ce concours s'inscrit dans le cadre d'un projet du gouvernement centrafricain visant à recruter 500 gendarmes et 500 policiers à travers le pays.

## **ENFIN**

1. Nous restons toujours à Bossangoa pour dire que **Le 22 octobre**, la cheffe de Bureau de Bossangoa a remis le bâtiment de la Mairie de Markounda au préfet de la Préfecture de l'Ouham. Lors de la cérémonie, la cheffe de bureau en a profité pour remettre officiellement 3 ponts achevés mais non inaugurés jusque-là.

+++++

## **PRESENTATION DU RAPPORT DU SG DE L'ONU DEVANT LE CONSEIL DE SECURITE**

La Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, a présenté, le 19 octobre, au Conseil de sécurité de l'ONU, le rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine. Une opportunité pour elle de proposer une analyse critique des progrès enregistrés dans la mise en œuvre du mandat de la Mission, quatre mois après son dernier examen, devant le Conseil de sécurité.

Concernant l'aspect sécuritaire, Valentine Rugwabiza a mis en avant le rôle de la MINUSCA pour l'amélioration de la situation : « l'appui de la MINUSCA s'est avéré décisif. Tout en prenant l'exacte mesure des menaces et des risques et toujours adossée à son concept d'opérations sans préjudice de la responsabilité principale du Gouvernement ».

Cependant, elle a noté parallèlement, le regain d'activités des groupes armés qui demeurent des menaces pour la protection des civils et rendent difficile l'accès à l'aide humanitaire. Une situation qui s'aggrave avec l'utilisation des engins explosifs, par ces groupes.

« La résurgence de l'activité des groupes armés et l'utilisation des engins explosifs dans les zones frontalières au nord-ouest du pays rendent difficile voire impossible l'accès aux populations dans un besoin crucial et urgent d'assistance humanitaire », a-t-elle déclaré.

Sur le plan politique, la cheffe de la MINUSCA a plaidé pour « les conditions pour une résolution politique de la crise centrafricaine et un renoncement par les groupes armés au recours à l'offensive armée et à la violence ».

Valentine Rugwabiza a salué la mise en place d'un chronogramme gouvernemental issu de la mutualisation de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA (APPR-RCA) et la Feuille de route de Luanda pour la paix en RCA, initiée par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRG), et a appelé le Conseil ainsi que les partenaires du pays à soutenir l'application de ce processus en coordination avec les autorités pour mettre fin à la violence et parvenir à la paix.

S'agissant de l'extension de l'autorité de l'état, la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU et cheffe de la MINUSCA note des progrès réalisés mais qui sont à consolider « y compris le redéploiement des Forces de défense et de sécurité, et des fonctionnaires, le renforcement du système judiciaire et la promotion des mécanismes de justice transitionnelle comme la Cour pénale spéciale ».

\*\*\*\*\*

## **Soutien aux victimes d'inondation du 3e arrondissement de Bangui**

Les victimes d'inondation dans la 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui ont bénéficié de consultations médicales et reçu de vivres de la part de la Force de la MINUSCA, le 21 octobre. L'activité s'est déroulée sur le site de l'école Kina en présence de la cheffe adjointe de la Mission et du Directeur de cabinet du ministre de l'Action humanitaire.

166 personnes en tout ont bénéficié de vivres et de certains produits de première nécessité. Elles faisaient partie de celles qui ont trouvé refuge dans les salles de classe de l'école Kina après les pluies diluviennes de juillet 2022 et ont finalement quitté les lieux le 13 octobre.

\*\*\*\*\*

## **SECTION DES AFFAIRES CIVILES**

### Protection des civils

**Le 20 octobre, CAS-Bouar** a appuyé le Groupe de Travail Transhumance du village de Bekadili, 40km de Yaloke, sur l'axe Bouar, en commune Zawa, sous-préfecture de Yaloke/Ombella Mpoko, dans l'organisation d'une séance de sensibilisation sur la prévention et la gestion pacifique des conflits liés à la transhumance. Un peu plus de 140 personnes, dont 17 femmes ont assisté à l'événement. Une session de sensibilisation pour les éleveurs a eu lieu le 21 octobre, et le Groupe de Travail Transhumance a résolu pacifiquement un conflit, le 17 octobre, suite à la destruction des champs par les éleveurs.

Restons toujours à Bouar pour signaler que trente et six (36) éléments dont six (06) femmes de la 9<sup>e</sup> Unité de police camerounaise (FPU) nouvellement déployés à Bouar, ont été sensibilisés par l'Unité d'appui aux affaires pénitentiaires de la MINUSCA sur le respect des conditions de détention et des droits des personnes détenues par la MINUSCA, dans le cadre des mesures temporaires d'urgence (MTU) comme les arrestations et la détention.

\*\*\*\*\*

### Restauration de l'autorité de l'Etat

1. La section des Affaires civiles à Kaga-Bandoro a organisé un atelier de formation de deux jours à l'intention des autorités municipales, sous-préfectorales et préfectorales sur la gouvernance administrative et financière à Sibut, regroupant 12 personnes des communes de Sibut, Ngoumbele et Galafondo. Celle-ci visait à renforcer les capacités des maires, des secrétaires généraux des préfectures et sous-préfectures, ainsi que des comptables, activement impliqués dans les procédures de gouvernance administrative et financière.
2. Le 18 octobre, la section des Affaires civiles à Bria a soutenu le sous-préfet de Ouandja-Kotto dans la réalisation d'un atelier de renforcement des capacités des autorités locales et des leaders communautaires sur la gouvernance participative, réunissant un total de 20 participants, dont 10 femmes. Celui-ci visait à renforcer les capacités des acteurs dans la gestion des biens communaux et gouvernementaux, la bonne gouvernance, la redevabilité et le contrôle citoyen dans la lutte contre la corruption.

#### Dialogue communautaire et réconciliation

1. Le 21 octobre, la MINUSCA a organisé à Obo le forum de réconciliation de la préfecture du Haut-Mbomou, avec la présence de 4 membres du gouvernement, le ministre de la Communication, le ministre résident du Haut-Mbomou, le ministre de la Jeunesse et le ministre de l'Action humanitaire et de la réconciliation nationale. Ce grand forum a réuni de nombreux participants venus de tous les coins de la préfecture du Haut-Mbomou ainsi que des représentants de groupes armés tels que l'UPC favorables au processus DDRR. Cependant, des éléments de l'UPC rejoignant le DDRR continuent de commettre des exactions contre la population civile dans certaines zones. Les recommandations au gouvernement centrafricain et aux partenaires comprennent notamment le renforcement du système d'éducation et de santé avec le déploiement du personnel qualifié, la construction des routes sur les

axes Obo-Bangassou et Obo-Bambouti pour favoriser le développement économique de la zone.

2. La section des Affaires civiles à Bria a organisé, le 19 octobre, en partenariat avec l'Association des femmes promotrices de la paix (AFPP) et l'Association des jeunes mères sans emploi, une deuxième séance communautaire dans les quartiers Boy Gbaya et Yandomo à Bria. Ces activités communautaires visent à nettoyer les quartiers abandonnés depuis 2017 en raison du conflit et ont permis aux rapatriés d'interagir avec la communauté au sens large. La section des Affaires civiles en a profité pour sensibiliser à la cohésion sociale et à une coexistence pacifique. Au total 107 participants dont 88 femmes ont été mobilisés.

### Projets à impact rapide

2. La section des Affaires civiles à Birao et l'ONG HEMLE ont organisé, Le 19 octobre, la cérémonie de remise officielle de la Mairie de Ouanda Djallé. Le bâtiment a été réhabilité et équipé avec un budget de 18 500 000 FCFA.
3. Le 19 octobre, la section des Affaires civiles à Kaga-Bandoro a appuyé le lancement de la réhabilitation des ponts de Koua, Ligon et Mala pour un budget total plus de 16 millions FCFA, qui sera mis en œuvre par le bataillon Burundais dans un délai de 24 semaines. Les ponts contribueront à la protection des civils dans la sous-préfecture de Damara.
4. Par ailleurs, la section des Affaires civiles à Kaga-Bandoro a procédé à la remise officielle du QIP « Construction et Equipement de la Mairie de Ndjoukou, pour un budget total de près de 26 millions FCFA. Le maire, le représentant du préfet de Kemo, les chefs de villages et de quartiers et la population locale ont assisté à la cérémonie de passation.
5. Le 18 octobre, la section des Affaires civiles à Kaga-Bandoro et le commandant du contingent Burundais ont lancé le projet d'éclairage public solaire pour la ville de Sibut, financé par les fonds QIP pour un

budget total de près de 27 millions XAF. L'installation de 100 lampadaires solaires facilitera la protection des civils. Les jeunes ont été exhortés à protéger les infrastructures publiques. Le préfet de la Kemo, le maire et la population locale ont assisté à la cérémonie de lancement.

\*\*\*\*\*

## **Activités de promotion des droits de l'homme**

Le 12 octobre, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, la Division des Droits de l'Homme a organisé, conjointement avec d'autres sections de la MINUSCA et les *Forces de Sécurité intérieures* (FSI), un atelier de sensibilisation sur le respect des droits de l'homme et la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans les quartiers Gozmar 1,2,3 et le camp de déplacés " Cité de la Paix " à Ndélé. L'accent a été mis sur les violences sexuelles liées aux conflits, les violences domestiques et le droit à l'éducation des filles. Au total, 240 personnes ont été sensibilisées, dont 180 femmes.

Le 19 octobre, à Ouanda-Djallé, dans la Vakaga, la Division a organisé un atelier de sensibilisation aux droits de l'homme, à la violence sexuelle basée sur le genre, aux droits des personnes handicapées et au droit à l'éducation des enfants et ce, à l'intention des autorités locales et de la population. Au total, 800 participants ont été sensibilisés.

\*\*\*\*\*

## **Et puis**

Durant la période du 8 au 21 octobre, la Division des droits de l'homme a documenté et vérifié 93 violations et atteintes des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant affecté 335 victimes. S'y ajoutent 19 allégations de violations et ayant affecté 53 victimes, sur lesquelles la division des Droits de l'homme continue d'enquêter.



Les agents de l'Etat ont été responsables de la majeure partie des violations (60,2%) et victimes (56,4%), notamment en raison d'un nombre élevé de cas de détention arbitraire, au-delà des délais légaux et des allégations des violations des droits de l'homme confirmées lors de missions d'investigation. Les groupes armés signataires de l'APPR-RCA sont, quant à eux, responsables de 28 atteintes aux droits de l'homme qui ont fait 130 victimes.

Les 3R sont le groupe armé qui a commis le plus d'atteintes aux droits de l'homme, affectant le plus de victimes avec 15 atteintes affectant 60 personnes. Mais la Division observe également un regain d'activités de ce groupe armé avec notamment, le 17 octobre, la séquestration de 11 civils en représailles de la disparition de trois éleveurs peuhls.

La préfecture de l'Ouham-Pendé a été la plus touchée, aussi bien en termes de violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, que de victimes.

## **2. ELEMENTS DE LANGAGE DE LA FORCE**

La situation sécuritaire cette semaine a été calme dans l'ensemble. Avec dévouement et professionnalisme, les unités de la Force de la MINUSCA continuent l'exécution de leur mandat de protection des civils. Ils poursuivent la sécurisation du territoire particulièrement des zones à fort défi sécuritaire. À cet effet, 1.373 patrouilles ont été effectuées, dont deux menées conjointement avec les FACA à IPPY et BRIA.

Étant dans 25<sup>e</sup> jour, l'opération ZANGBA poursuit la domination de cette zone isolée le long de la frontière avec la RDC. Les casques bleus népalais et mauritaniens, appuyés par ceux du génie cambodgien ont effectué des patrouilles robustes dans les villages de YAGARA, GBADA et leurs environs. Les populations visiblement satisfaites ne cessent de manifester leur joie de

voir la présence rassurante de la MINUSCA à leur côté. A ce jour les unités cambodgiennes ont réparé et réhabilité au profit des populations 14 ponts.

**À Bangui**, les unités de la force conjointe poursuivent la sécurisation de la capitale et ses alentours. Elles ont assuré des escortes de convois, protégé des institutions de la République et mené par des patrouilles nocturnes et diurnes en coordination avec les FSI. **Dans la zone Est**, la situation est toujours calme dans le triangle OUANDJA DJALLE-OUADDA-SAM OUANDJA, où les actions déterminantes de la Force ont permis la reprise normale des activités socio-commerciales. Le contingent Zambien a patrouillé sur les axes BRIA-IPPY et BRIA-OUADDA. Les soldats de la paix marocains malgré les conditions de route très difficiles ont dominé leur zone de responsabilité. Les casques bleus rwandais quant à eux ont patrouillé dans la localité ZAIRE dans la partie Est de SAM-OUANDJA.

**Dans la partie Ouest**, l'équipe de déminage de la compagnie péruvienne de génie continue la dépollution des axes dans la zone de KOUI. L'attention de la Force dans cette partie du territoire s'est focalisée sur l'axe NANA-BAKASSA - KOUKI et la zone de MANN, où est situation est redevenue calme mais demeure imprévisible. Le contingent tanzanien a assuré une escorte au profit de UNPOL de NOLA à BERBERATI.

**Dans la région Centre**, la situation sécuritaire jadis très délétère est retournée à la normale à NDJOUKOU est calme mais volatile. Les patrouilles de nos unités sillonnent toujours la zone pour réduire la liberté de manœuvre des groupes armés et empêcher toute exaction contre les populations civiles. Les casques bleus pakistanais ont effectué des patrouilles de longue distance sur les tronçons KAGA BANDORO-MBRES-BAMINGUI et NDELE-MBRES-BAMINGUI

en établissant des postes de contrôle de jour comme de nuit. Puis ils ont mené conjointement avec la force de réaction rapide tunisienne une patrouille de NDELE au village de KABA.

## **ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS**

Les différentes unités de la Force continu d'apporter leur soutien à la population civile en dépit de leur tâche prioritaire qui est de les sécuriser et les protéger. A l'occasion de la célébration de la journée internationale de l'éradication de la pauvreté, l'équipe féminine d'engagement pakistanaise a échangé avec les femmes de Kaga Bandoro sur comment investir et faire fructifier ses revenus. Ce partage d'expérience sur la petite entreprise visait sensibiliser sur la nécessité d'avoir une activité génératrice de revenu afin d'éliminer la pauvreté. La population locale a été formée sur les bases du jardinage, de l'agriculture et de l'élevage de bovins. La séance s'est achevée par la distribution d'articles divers.

La compagnie cambodgienne de génie a mené une sensibilisation contre les mines, les munitions non-explosées et les engins explosifs auprès de la population du village de BORNOU. En ce qui concerne les activités médicales, les casques bleus rwandais ont organisé une campagne médicale gratuite à SAM-OUANDJA.

L'hôpital Ade niveau 2 du Bangladais est un joyau médical qui est mis à la disposition des populations de Kaga-Bandoro et ses environs, avec un équipement moderne et du personnel qualifié et dévoué au travail. Ils apportent quotidiennement un soutien médical aux civils. Ils participent ainsi par les soins prodigués à améliorer la qualité des soins dans l'arrière-pays.

C'est dans ce cadre que 140 patients ont bénéficié d'une prise en charge gratuite durant la semaine passée.

### **3. ELEMENTS DE LANGAGE DE LA POLICE**

Le 23 octobre 2022, Le chef de la composante police par intérim, le Contrôleur Général de Police Mohamed Mouphtaou Djanath Prince Aledji a pris part au lancement officiel du début des épreuves du concours de recrutement des 1000 FSI par le directeur de cabinet du Ministère de l'intérieur Monsieur Samuel Tale YEKOMA au Lycée Fatima de Bangui.

Les épreuves écrites se sont déroulées sous la surveillance et la direction des équipes conjointes UNPOL en colocation et FSI. A l'issue du lancement, le chef de la composante police par intérim a sillonné des centres de composition pour s'assurer du bon déroulement des épreuves. Au total 29 centres de composition dont 10 dans Bangui ont abrité l'évènement. Sur 13914 candidats inscrits, 13368 ont pris part aux épreuves dont 4242 filles 546 absents. La prochaine phase du processus concernera la correction des copies et l'organisation des épreuves sportives pour les candidats admissibles.

Le Chef de la composante police par intérim, le Contrôleur Général de Police Mohamed Mouphtaou Djanath Prince Aledji a reçu le 21 octobre 2022, 14 UNPOL nouvellement arrivés dans la zone de mission. Cet effectif renforcera les capacités opérationnelles de la composante police dans l'exécution de son mandat.

Le 21 octobre 2022 le Chef de la composante police par intérim était aux cotés de la cheffe adjointe de la MINUSCA et du Directeur de cabinet du ministre de l'Action humanitaire de la RCA sur le site de l'école Kina dans le troisième arrondissement pour une activité Communautaire de la CIMIC au profit des victimes des inondations à travers une distribution de vivre et de soins médicaux. En effet, Des consultations médicales gratuites au profit des civils suivi de la distribution de médicaments et de vivres aux victimes des inondations des quartiers les plus touchés, ont été organisées par la Force intégrée de Bangui. Au total 166 personnes ont été bénéficiaires.

Le 19 octobre, l'unité Project Management de la composante police a tenu une réunion via Teams avec les points focaux des secteurs dans le cadre du suivi des projets pour le renforcement des capacités opérationnelle des FSI. L'objectif est de faire, le point des projets mis en œuvre et la planification de ceux restants au titre de l'exercice budgétaire 2022/2023, tant sur fonds programmatiques que sur fonds QIPs. Ainsi, chaque point focal a présenté la situation de son secteur et soulevé les difficultés rencontrées. Les discussions qui ont suivi ont permis d'échanger sur les approches de solution et des orientations ont été données pour la bonne réalisation des projets et une meilleure consommation des ressources.

Le 21 octobre, une réunion s'est tenue à Ucatex dans le cadre de l'actualisation des plans types de Commissariat de Police et Brigade de Gendarmerie. La séance a été conduite par le Coordonnateur de la Reforme par intérim de la composante police et a connu la participation du représentant du PNUD et des ingénieurs de la Police et de la Gendarmerie ainsi que l'équipe de l'Unité Project Management. Les échanges ont permis de d'apporter des amendements et de faire des observations pour améliorer les projets de plan type.

## **EN APPUI OPERATIONNEL**

Les états-majors intégrés de la MINUSCA à travers les officiers de police individuels et ceux des unités de police constituées poursuivent conjointement avec leurs homologues des forces de sécurité intérieure, les patrouilles diurnes et nocturnes sur les artères et carrefours de Bangui et en régions.

Le 20/10, les UNPOLs de l'unité genre et du réseau des femmes ont organisée une cérémonie de remise des kits scolaires aux orphelins ; des vivres aux veuves de l'association SAREPTA de l'arrondissement 7 de Bangui. A la même occasion l'unité de police constituée Cameroun 2 a fait un don de médicaments. La cérémonie a connu la participation du Ministre d'Etat, Chargé du Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR) et de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR), la Représentante Spéciale Adjointe de la Secrétaire Générale des

Nations Unies, le chef de la composante police par intérim et biens d'autres autorités locales.

Le 22 octobre, les équipes conjointes UNPOL en colocation à Bangui avec les FSI et les unités de police constituées ont assuré la couverture sécuritaire de la manifestation pacifique demandant l'adoption d'une nouvelle constitution.

Le lundi 24 octobre 2022, a eu lieu au Camp de Gendarmerie IZAMO, la cérémonie officielle de remise des équipements et matériels de maintien de l'ordre public d'une valeur de cent dix millions (110.000.000) francs au profit du ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique. Présidée par le Directeur du cabinet, représentant du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité Publique. Elle a connu la présence de la Coordinatrice INL, représentante de l'Ambassade des Etats Unis, du chargé de programme gouvernance, représentant du Coordonnateur résident du PNUD, le Chef de l'unité de Gestion des Projets, représentant du Chef de la composante Police de la MINUSCA et des autorités civiles, militaires et policières. Cette activité qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet conjoint Etat de droit PNUD-MINUSCA a pour but de renforcer les capacités opérationnelles des Unités de maintien de l'ordre de la Légion de Gendarmerie Mobile (LGM) et de la Compagnie Nationale de Sécurité (CNS) par des équipements adéquats et d'améliorer les mécanismes et moyens de formation continue des écoles des FSI en RCA.

Le 25/10, le Chef investigations criminelles de la composante police de la MINUSCA a reçu à Bangui Mr Daniel KIONOU, expert bureau INTERPOL de Lyon. Cette visite cadre avec la phase pratique du projet Mobil Interpol Network Device (MIND) en cours au profit du BCN-INTERPOL BANGUI et du commissariat spécial de l'aéroport.